

**Philippe Plisson**  
*Député-maire de St Caprais de Blaye*  
*Conseiller Général de la Gironde*

Monsieur Xavier Darcos  
Ministre de l'Education Nationale  
110 rue de Grenelle  
75357 Paris 07 SP

Braud et St Louis, le 14 avril 2008

*Nos réf. : IB/EDUC/080414/051*

Monsieur le Ministre,

La loi de finances pour 2008 prévoit de supprimer 11.200 postes dans l'Education nationale dont 8.800 dans les collèges et les lycées à la rentrée de septembre prochain. Vous avez indiqué lors du débat parlementaire votre volonté de ne pas appliquer le principe de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite pour ne pas porter atteinte à la qualité de l'enseignement.

Le mouvement de contestation et de mobilisation dans les collèges et les lycées traduit pourtant le malaise des enseignants, des élèves et de leurs parents face aux suppressions de postes et de filières et aux fermetures de classes qui interviendront à la prochaine rentrée.

En effet, le nombre de postes est adapté de façon aveugle à la démographie scolaire sans tenir compte du manque de moyens humains et matériels qui en résulte. Les conditions d'enseignement se dégradent pour les élèves et les enseignants, surcharge des classes, problèmes de remplacement des enseignants, suppression d'options, d'enseignements et de filières, la non scolarisation des enfants de deux ans... La liste des conséquences néfastes est longue.

Ainsi, en Gironde, ce sont 129 postes du secondaire qui disparaissent à la rentrée 2008, alors que le département est stable démographiquement avec 46 élèves en plus par rapport à la rentrée 2007. La ventilation se fait ainsi : 52 postes dans les collèges, 50 postes dans les lycées, 20 postes dans les lycées professionnels, 4 postes dans les SEGPA et 3 postes dans les EREA.

Ces suppressions massives de postes remettent en cause des chances que vous prétendez pourtant défendre. Les promesses émises pendant la campagne présidentielle sont abandonnées. Le dédoublement des classes dans les ZEP, le soutien scolaire, les études dirigées et le remplacement de courte durée seront de plus en plus difficiles à assurer dans les établissements scolaires.

Votre devoir est de défendre l'école de la République et d'entendre tous les partenaires de la communauté éducative pour assurer la réussite de tous les élèves. Ce n'est manifestement pas la voie que vous empruntez.

Face à cette politique de démantèlement programmé de l'école de la République, les députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche rappellent leur attachement au service public de l'Education nationale. Au moment d'un tour de vis supplémentaire et des annonces inquiétantes pour 2009, ils souhaitent que soit présenté un collectif budgétaire pour que la rentrée 2008 se déroule dans de bonnes conditions. Les moyens dilapidés dans la cadre de la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat en juillet 2007 font aujourd'hui cruellement défaut notamment pour l'Education nationale.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

**Philippe Plisson**  
Député-maire de St Caprais de Blaye